

# L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DANS LE FINISTÈRE

(1863 - 1905)

PAR

MARINE BÉDEL-BÉNARD

*licenciée ès lettres*

---

## AVANT-PROPOS

Le développement de l'enseignement primaire dans le Finistère représente une étape capitale de l'intégration de ce «bout du monde» (*penn-ar-bed*) dans la communauté nationale. La Bretagne est rattachée à la France depuis 1532 ; pourtant, trois siècles et demi plus tard, les francophones ne forment qu'une petite minorité par rapport aux Finistériens bretonnants ; puis la proportion s'inverse en quelques décennies. L'agent presque unique de cette transformation fut l'école primaire : la séquence scolarisation-alphabétisation est, en Basse-Bretagne, absolument indissoluble. L'important en ce domaine étant que le mouvement s'ébranle et entraîne une large partie de la population, nous nous sommes limitée à la période 1863-1905. Ces années, en effet, voient la mise en place institutionnelle de l'école dans le Finistère.

Mesurer l'incidence réelle de la question linguistique et, plus généralement, découvrir les causes du retard persistant du Finistère, puis de son brusque «décollage scolaire» ; mettre en évidence les étapes et les modalités de l'évolution, en appréciant la portée pratique des lois de Jules Ferry ; décrire l'école au quotidien, la replacer dans la vie communale et étudier ses rapports avec la population : telles sont nos principales directions de réflexion.

---

## SOURCES

Pour l'histoire du domaine scolaire, cher aux hommes du XIXe siècle,

la documentation est d'une abondance et d'une richesse exceptionnelles. L'essentiel de notre travail repose sur des sources écrites, les deux séries d'archives principalement consultées étant celles de l'Inspection académique (série 1 T des Archives départementales du Finistère, qui n'a encore fait l'objet que d'un classement sommaire) et du ministère de l'Instruction publique (série F17 des Archives nationales). Dans ce dernier dépôt, nous avons en outre examiné des dossiers de la série AD XIX (pour les publications officielles). Aux Archives départementales, nous avons complété notre information par les séries 6 M (recensements), 7 M (enseignement agricole), 1 N (conseil général), 2 O (bâtiments communaux), 1 V et V dépôt (enseignement congréganiste et attitude du clergé) et par les fonds Bigot (constructions scolaires) et Ogès (articles parus dans la presse locale). Nous avons également trouvé des renseignements aux Archives diocésaines de Quimper.

La relative proximité de la période étudiée nous a permis de joindre aux souvenirs écrits quelques témoignages oraux et photographiques, qui nous ont rendu tout à fait vivantes les réalités scolaires de l'époque.

---

## INTRODUCTION

### LE DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE, 1863-1905

Le Finistère est un département étendu, peuplé (il dépasse les 700 000 habitants en 1886), essentiellement rural malgré ses trois frontières avec l'océan. Isolement et éloignement du reste de la France sont ses principales caractéristiques au XIX<sup>e</sup> siècle. La population, très jeune et en pleine croissance, donne une forte densité aux communes géantes issues des *plou* ; mais l'habitat se répartit en hameaux repliés sur eux-mêmes. Dans l'ensemble, la campagne est pauvre.

Au nord, les plateaux du Léon et du Trégor sont séparés par la rivière de Morlaix. Au centre, le bassin de Châteaulin est encadré par les Monts d'Arrée et la Montagne noire. Au sud, le plateau de Cornouaille est prolongé par celui du Vannetais. Brest est la seule grande ville, exceptionnelle en tous points.

Les années 1863-1905 sont, pour le Finistère, une période de mutation générale. Sur le plan économique, une première révolution agricole est en cours, provoquant la juxtaposition d'éléments modernes et d'archaïsmes ; un nouveau secteur se développe, accentuant les inégalités entre le littoral et l'intérieur : celui de la pêche à la sardine. Sur le plan politique, les passions s'animent. Le recteur, pilier de la hiérarchie rurale, y joue un rôle prépondérant ; son avis reste tout puissant dans le Léon, tandis que l'Arrée est acquis aux idées républicaines et qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, Brest et les ports sardi- niers s'ouvrent au socialisme. De très nombreuses communes se coupent en

deux camps, les « blancs » et les « rouges », autrement dit les « cléricaux » et les « laïcs ». Les années 1880 marquent une rupture nette dans ces évolutions où, loin de garder la neutralité, l'école est partie prenante.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### 1863-1878 : INSUFFISANCES ET BESOINS

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### SCOLARISATION ET ALPHABÉTISATION VERS 1863

Au début des années 1860, le Finistère se caractérise par un sous-équipement scolaire criant et une scolarisation partielle (à peine 50 % des enfants) touchant encore plus les filles que les garçons. Par contre-coup, 60 % des hommes et 75 % des femmes sont analphabètes, soit le double de la moyenne nationale et un retard de deux cents ans sur le Nord-Est de la France. Il faut y ajouter 10 % de personnes de chaque sexe « sachant lire seulement », donc semi-lettrées. Au sein du département, les Monts d'Arrée forment une nette barrière entre le Léon, mieux scolarisé et alphabétisé, et la Cornouaille. Des deux côtés, des exceptions traduisent les dichotomies entre ville et campagne, et entre littoral et intérieur.

La population, très largement paysanne et bretonnante, ne voit pas l'utilité de l'école, en particulier pour les filles. Cette attitude d'esprit est canalisée et entretenue par certains notables locaux (conseillers municipaux empreints des préjugés paysans ou agissant par égoïsme et par peur d'un bouleversement de l'ordre établi ; recteurs associant « invasion du français » et mauvaises influences de la ville). À ces motifs psychologiques s'ajoutent des causes objectives, liées à la situation socio-économique du Finistère (pauvreté individuelle et collective, emploi de la main d'œuvre enfantine, dispersion de l'habitat, mauvais chemins...). L'avance du Léon sur la Cornouaille est ancienne, liée à une économie moins exclusivement agricole dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, à une prospérité plus grande et plus précoce, peut-être à la forte emprise du clergé. L'existence d'une histoire urbaine et d'une histoire rurale de l'alphabétisation est un phénomène général. Avant la promulgation des grandes lois scolaires, l'existence d'une demande d'école est à la base de tout ; elle est un élément déterminant pour expliquer la diversité.

## CHAPITRE II

## LES ÉCOLES : LE RÈGNE DE LA MÉDIOCRITÉ

Parmi les écoles de 1863, il faut distinguer celle qui a été plus ou moins imposée de l'extérieur et celle qui est prise en charge par la collectivité publique ou privée qui l'a créée. La première se caractérise par la faiblesse des crédits qui lui sont consacrés et l'archaïsme de la conception qu'elle traduit.

Dans une telle école, le métier d'instituteur est profondément ingrat. Accablé par les contingences matérielles, le maître d'école éprouve plus de difficulté encore à supporter sa condition sociale. Les habitants sont méfiants, voire hostiles à l'égard d'un « étranger » et celui-ci se sent différent, sinon supérieur à eux. L'« instituteur du village » n'est pas encore né, parce qu'entre lui et les autres il y a absence de communication. En outre, il n'est pas soutenu par la certitude de contribuer à une oeuvre collective : le corps départemental des instituteurs n'existe pas, qui puisse par une mentalité spécifique unir les maîtres au-delà de l'isolement géographique. Enfin, l'inefficacité de son enseignement le démoralise. L'école passe après toutes les occupations et préoccupations ; aussi la scolarité est-elle courte et irrégulière. Tous les niveaux se rencontrent dans les classes surchargées confiées à un seul maître ; le recours à la méthode mutuelle est dès lors inévitable. L'instituteur n'est trop souvent considéré que comme l'auxiliaire du clergé pour l'apprentissage du catéchisme. Finalement, malgré l'emploi du breton par les trois quarts des maîtres, l'acquis de l'école est mince et précaire : un enfant sur quatre sort de l'école complètement illettré, sans compter ceux qui lisent sans rien comprendre. De cette teinture d'instruction, il ne reste pas grand chose à l'âge adulte.

Quelques établissements, surtout mais pas exclusivement urbains, souvent mais pas toujours congréganistes, possèdent dès 1863 des atouts de réussite. À Brest et Quimper, les Frères des écoles chrétiennes ont un personnel compétent et des adjoints nombreux. Parmi les laïcs, les anciens élèves de l'école normale de Rennes ont la meilleure formation. Les résultats les plus nets, notamment pour la diffusion du français, sont obtenus dans les pensionnats. Mais les bonnes volontés et les crédits ne suffisent pas toujours : en l'absence de directives nationales, les tâtonnements sont fréquents.

## CHAPITRE III

## LES PREMIERS PROGRÈS

Dans les années 1860-1870, le Finistère prend conscience de ses besoins en matière scolaire. La scolarisation féminine apparaît peu à peu indispensable, non pour les petites filles elles-mêmes, mais en tant que futures

mères de famille. Il semble indispensable de revaloriser la fonction d'instituteur, notamment par rapport au curé. La question du breton est abordée de front : l'école doit-elle l'interdire ou l'utiliser ? L'inspecteur primaire de Quimper, Le Quinquis, recommande de le proscrire complètement et invente un système coercitif fondé sur la délation entre élèves.

La réflexion théorique débouche sur de multiples actions convergentes des collectivités publiques et de particuliers (recteurs, fabriciens, « amis de l'école »). Ces mesures bénéficient surtout aux écoles de filles ; des écoles privées laïques sont prises en charge par les communes et confiées à des religieuses. Parallèlement, la population scolaire ne cesse de croître, mais l'écart entre filles et garçons reste constant.

La création en 1868 de deux nouveaux postes d'inspection primaire permet l'ouverture d'une vaste campagne pédagogique : publication à partir de 1869 du *Bulletin officiel et spécial de l'Instruction primaire* (mais les instituteurs ne le lisent guère) ; premières conférences pédagogiques organisées en 1871 dans le Nord-Ouest du département ; première rentrée de l'école normale d'instituteurs de Quimper en 1873, mais le niveau des élèves-maîtres s'avère rapidement très bas. En définitive, des mesures importantes sont appliquées entre 1863 et 1878, mais rien n'est achevé ou tout est déjà à réorganiser. Certaines réalisations des années 1880 découleront de cette première période, notamment de sa nouvelle conception sur l'école, investie d'une mission essentielle. Cependant, la volonté de développer la scolarisation ne se sépare pas de l'inquiétude de voir le mouvement s'éparpiller. Par la laïcisation de l'école publique de Lambézellec, l'année 1878 annonce des problèmes d'un genre nouveau : pour la première fois en France, des maîtres congréganistes ont été remerciés.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### 1878-1890 : LES ANNÉES DÉCISIVES ?

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### L'ÉCOLE CONQUIERT LE FINISTÈRE

Entre 1880 et 1890, les écoles publiques font un bond spectaculaire, grâce à un véritable « décollage » des établissements laïcs et au maintien des congréganistes. À la fin de la décennie, il ne reste plus que deux ou trois villages sans école publique de garçons et une vingtaine sans école publique de filles. En outre, une expérience d'écoles intermittentes en 1881 débouche sur

la construction de nombreuses écoles de hameaux permanentes. Cette innovation est reprise par la loi du 20 mars 1883 : pour une fois, le Finistère a devancé la législation scolaire, mais grâce aux deniers de l'État !

Harcelées par les inspecteurs primaires, des municipalités jusque là réfractaires ont accepté d'entretenir une école pour les garçons et pour les filles, mais les ressources manquaient. La création de la « Caisse des écoles » en 1878 est venue à point pour aider à la concrétisation des votes communaux. Grâce à cela, la carte scolaire se modifie : l'arrondissement de Morlaix est rejoint par le Sud du département et largement dépassé par l'arrondissement de Brest.

Pour pouvoir rivaliser avec ses concurrentes, autant que pour bien marquer sa place dans le village, l'école s'installe. Les locaux de fortune sont remplacés par de véritables maisons d'école. Progressivement, les exigences architecturales se précisent, se conformant de plus en plus au modèle national. Simple et fonctionnel, le bâtiment doit, en se gardant de toute prétention, se distinguer des autres maisons : il est donc bâti en granit et couvert d'ardoises, mais, toujours surmonté d'un étage, il domine l'agglomération. Son agencement intérieur traduit les valeurs pédagogiques d'autorité, d'ordre et d'encadrement. En fait, les constructions se ramènent toutes à quelques plans-types.

## CHAPITRE II

### INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Le personnage de l'institutrice publique, jusque là resté dans l'ombre, se précise dans les années 1880. Souvent concurrente des religieuses, elle doit surmonter l'indifférence, voire l'hostilité d'une large partie de la population, en particulier du clergé. Pourtant, les institutrices sont toutes catholiques et pratiquantes. Certaines sont même de véritables « religieuses laïques », célibataires, vertueuses et vouées tout entières à l'enseignement. Leur aptitude professionnelle s'accroît sensiblement après l'ouverture, en 1885, de l'école normale d'institutrices de Quimper.

D'une manière générale, le personnel enseignant des écoles primaires est mieux considéré, plus nombreux et plus compétent. Grâce à la création de quatre cents postes d'adjoints, presque toutes les écoles ont un nombre suffisant d'instituteurs et institutrices en 1890 (eu égard aux exigences de l'époque sur les effectifs). En outre, la qualification de ce personnel s'élève. L'école normale subit de profondes transformations (laïcisation en 1880, construction d'un nouveau bâtiment en 1884) ; le concours d'entrée devient plus difficile. À peu près tout le personnel en exercice en 1890 dans les écoles publiques est titulaire du brevet et la grande majorité possède le certificat d'aptitude pédagogique.

Progressivement, les instituteurs et institutrices du Finistère se rapprochent très nettement du maître d'école de la Troisième République gravé dans les mémoires. Par la création en 1882 de deux nouvelles circonscriptions d'inspection primaire, l'encadrement est plus strict. Les conférences pédagogiques désormais obligatoires assurent une formation continue. Les maîtres sont peu à peu imprégnés d'une morale tout à fait laïque. Ils se font une conception plus large de leur métier. Fidèles à une image stéréotypée, les institutrices gardent une place discrète dans la société, alors que les instituteurs accèdent au rang de notables locaux. La loi du 19 juillet 1889 qui fait d'eux des fonctionnaires de l'État couronne logiquement l'évolution entamée depuis 1878.

### CHAPITRE III

#### CENT MILLE ÉCOLIERS

La courbe des effectifs scolaires du Finistère révèle une croissance ininterrompue de 1863 à 1905. Dans cette évolution, l'État a aidé le département bien plus par les crédits de la «Caisse des écoles» que par l'énoncé des grands principes. Néanmoins, le rôle des lois de Jules Ferry n'est pas négligeable. Involontairement, elles ont fait naître entre laïcs et congréganistes une concurrence dont le premier bénéficiaire est la scolarisation ; ainsi, vers 1890, presque tous les enfants passent, ne serait-ce que deux ans, sur les bancs de l'école. En toute connaissance de cause, elles se sont attaquées à l'obstacle de la pauvreté en généralisant des pratiques déjà entamées (gratuité, Caisse des écoles communales). Cependant, le problème de la main d'oeuvre enfantine n'est pas résolu : s'il vilipende les agriculteurs retenant leurs enfants pour les travaux des champs, le gouvernement autorise en 1887 les propriétaires de conserveries de poisson à embaucher des mineurs d'âge scolaire.

Tout en se généralisant, la scolarisation reste imparfaite. Deux types de scolarité se dégagent : le premier est encore lié à la préparation de la première communion, le second se rapproche de la durée légale (de 6 à 13 ans). Le Finistère a, par rapport à la moyenne française, une bonne fréquentation journalière : quand les parents ont compris l'utilité de l'école, ils veillent à ce que leur enfant soit absent le moins possible. Néanmoins, l'année est encore courte : l'hiver et le printemps sont les saisons scolaires admises par tous. À partir de 1885 environ, le département semble avoir atteint un seuil infranchissable de cinq à six mille enfants sans instruction.

### CHAPITRE IV

#### ORGANISATION ET CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT

Le règlement départemental des écoles publiques de 1881 remplace celui de 1852 qui n'était guère appliqué, et énonce de nouveaux objectifs.

Falloux est mort, vive Ferry ! Les écoles sont neutres (par la suppression du catéchisme), avant de devenir franchement laïques. L'instituteur a désormais pour mission de républicaniser et franciser le Finistère. Aussi l'école contre-balance-t-elle en tout point l'influence cléricale. Le programme scolaire s'élargit, se veut encyclopédique, mais se heurte toujours au problème linguistique.

La pratique pédagogique est difficile à cerner. Vers 1880, le niveau général des écoles est médiocre. Toutes les matières pâtissent de l'incompréhension du français, d'autant que les maîtres font appel à la mémoire plus qu'à l'intelligence. Puis des améliorations sont apportées peu à peu : meilleure répartition des classes, choix judicieux des livres, emploi de méthodes actives, introduction de nouveaux enseignements (morale, leçon de choses...). Un tournant s'opère entre 1880 et le début des années 1890. À l'issue de la «période Ferry», l'école finistérienne ressemble à l'école-type de la Troisième République : la décennie 1880 est très importante mais indissociable des années précédentes, et de nombreux points restent encore inachevés.

---

## TROISIÈME PARTIE

### 1890-1905 : UN TEMPS DE CRISES

---

## CHAPITRE PREMIER

### L'ÉCOLE AVEC OU SANS DIEU

Les rapports entre les «deux écoles» sont une histoire mouvementée. En 1863, l'école est mal dissociée de la religion : les établissements laïcs sont tous confessionnels. Les Soeurs, tenant en même temps des «bureaux de charité», sont particulièrement appréciées pour instruire les filles. Les Filles du Saint-Esprit et les Frères de l'Instruction chrétienne doivent leur succès auprès des populations à leur origine bretonne. La période de coexistence amicale (1863-1878) est balayée par l'anticléricalisme. Les laïcisations (1878-1900) sont rapidement achevées pour les écoles de garçons ; les municipalités résistent davantage pour les écoles de filles. Cette attitude se retrouve lors des expulsions des congréganistes (1901-1905). Le combisme déchaîne des réactions passionnées ; la population prend la défense des Soeurs contre une mesure qu'elle considère tout à fait injuste.

Dans la bataille scolaire, le véritable enjeu est politique et religieux. Si les reproches à l'égard des congréganistes étaient au départ justifiés (ségrégation des enfants par la richesse, lettre d'obédience), la partialité a rapidement



pris le dessus. Par un enchaînement de maladresses, les escarmouches ont alors dégénéré en guerre civile et servi d'exutoire ou de révélateur d'autres tensions. Mais les deux partis ne se sont pas battus pour défendre deux idées radicalement opposées de l'école. En acceptant la «protection» de notables et de recteurs conservateurs, les congréganistes se sont placés dans une position indéfendable. Mais, face à l'anticléricalisme virulent du gouvernement, ils n'avaient guère d'autre choix. Loin de nuire à l'école, la bataille scolaire a braqué sur elle toutes les attentions.

## CHAPITRE II

### L' ALPHABÉTISATION EN BRETAGNE

#### OU LIRE, ÉCRIRE ET PARLER EN FRANÇAIS.

Bien que la Révolution française ait taxé la langue bretonne d'obscurantisme, son interdiction à l'école reste théorique jusque vers 1880. Puis des moyens efficaces sont recherchés ; en 1897, l'inspecteur général Carré élabore une «méthode directe» dont le but est simple : en mettant le pied à l'école, l'enfant doit abandonner le breton ; tous les manuels le persuadent que la langue française est «bien supérieure». Si les Finistériens acceptent ce procédé, ils se soulèvent en revanche contre l'interdiction faite aux prêtres en 1902 d'employer le breton au catéchisme et à la messe. La séparation de l'Église et de l'État annule les sanctions prononcées contre cent dix prêtres réfractaires. Les enquêtes établies en 1902 par l'évêché et l'Inspection académique pour défendre leur position à coup de statistiques s'ajoutent aux résultats du certificat d'études pour permettre un bilan de l'école.

L'analphabétisme recule depuis 1860, sans qu'il y ait de période charnière. Mais les inégalités demeurent (hommes-femmes, Nord-Sud, littoral-intérieur) et les résultats sont imparfaits : un tiers de la population est encore illettré en 1905. L'efficacité de l'école n'est guère probante jusque vers 1880, sauf dans les villes ; puis elle augmente car les Bretons prennent en main l'édification de leur école, en adoptant le modèle français. Être analphabète, donc non francophone, devient un signe de misère ou de retard intellectuel ; en cette période d'exode rural, le français est indispensable pour échapper à la pauvreté. Paradoxalement, le dédoublement école-français / maison-breton a évité la disparition du breton. Jusqu'en 1905, l'école a provoqué l'extension du français plus que le recul du breton ; elle a généralisé le bilinguisme.

## CHAPITRE III

### ÉDUIQUER ET ENCADRER

Dans les années 1890, l'école sort de chez elle ; elle entreprend d'éduquer la nation. Pour cela, l'école primaire fait partie d'une vaste organi-

sation s'adressant aux jeunes enfants (dans les écoles maternelles et classes enfantines), aux adolescents (dans les écoles primaires supérieures et cours complémentaires) et aux adultes (dans les cours d'adultes et les conférences populaires). En outre des oeuvres post- et péri-scolaires complètent la formation (dans les bibliothèques scolaires, un essai de dépôts tournants de livres est vite oublié) et l'encadrement social (caisses d'épargne et mutualités scolaires, patronages et associations d'anciens élèves).

Tous ces établissements propagent une morale politique et sociale conforme à l'idéologie de la Troisième République. La présence de l'école dans le moindre village permet d'influer sur le comportement de la «France profonde». Par sa fonction de secrétaire de mairie et par l'enseignement de l'instruction civique, l'instituteur combat l'autorité cléricale. Par l'enseignement anti-alcoolique et la diffusion des connaissances élémentaires d'hygiène, il contribue à la révision des habitudes sociales. Par ailleurs, l'école prétend briser la routine de l'agriculture et des pêches maritimes, mais, sur ce plan, ses leçons n'ont guère porté de fruits. Elle s'est occupée de promotion humaine pour tous, tandis que l'enseignement primaire supérieur donne à une minorité des chances de promotion sociale. Dans cette organisation, tout repose sur les instituteurs, dont l'unanimité chancelle au début du XXe siècle : en 1905, l'école finistérienne hésite entre la stabilisation et la mutation.

---

## CONCLUSION

En 1905, le Finistère appartient encore à la France du retard scolaire, car les progrès des quatre décennies sont grands, mais récents et inachevés. Cependant le mouvement de scolarisation et d'alphabétisation est mis sur ses rails et rien ne peut désormais l'arrêter. Le département s'est ouvert à l'école dans les années 1880 comme il s'ouvrait au monde moderne. Contrairement aux régions qui, dès le XVIIe siècle, ont inventé l'école au sein des communautés villageoises, il n'a que progressivement pris en charge l'institution scolaire introduite de l'extérieur par le gouvernement. Le recul du breton n'est guère entamé en 1905, mais les conditions de l'intégration du Finistère à la France sont mises en place.

---

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

Vingt-cinq documents d'archives et textes relatifs à l'organisation et à la vie scolaires.

---

## ANNEXES

Trente-neuf cartes représentant les statistiques cantonales sur la scolarisation et l'alphabétisation. - Douze graphiques donnant l'évolution de 1863 à 1905. - Quinze plans d'écoles. - Dix photographies d'écoles et d'élèves.

---

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1924-1925

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
540 EAST 57TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637